



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

62^e séance plénière

Vendredi 15 mars 2024, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

En l'absence du Président, M. Pieris (Sri Lanka), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 14 de l'ordre du jour (suite)

Culture de paix

Projet de résolution (A/78/L.48)

Amendements (A/78/L.51 et A/78/L.52)

Le Président par intérim (parle en anglais) : Avant de nous prononcer sur le projet de résolution, j'informe les membres que l'Assemblée tiendra un débat sur cette question à une date qui sera annoncée ultérieurement.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, qui va présenter le projet de résolution A/78/L.48.

M. Akram (Pakistan) (parle en anglais) : Je tiens tout d'abord à remercier le Président de l'Assemblée générale, l'Ambassadeur Dennis Francis, d'avoir organisé la présente séance en ce 15 mars, proclamé il y a deux ans Journée internationale de lutte contre l'islamophobie par l'Assemblée générale dans sa résolution 76/254, dont l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et des États Membres partageant les mêmes idées se sont portés coauteurs.

J'ai demandé la parole aujourd'hui pour présenter le projet de résolution de suivi A/78/L.48, au nom de l'OCI et d'autres coauteurs, sur les mesures de lutte contre l'islamophobie. L'islamophobie est aussi vieille que

l'islam lui-même. Elle est le fruit de peurs et de préjugés ataviques. Elle s'est manifestée par la colonisation raciste et les violences infligées à une grande partie du monde islamique au cours des derniers siècles. À notre époque, l'islamophobie a resurgi après les attentats terroristes du 11 septembre 2001. Malgré l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale sur l'islamophobie il y a deux ans, malgré les déclarations faites contre l'islamophobie par le Secrétaire général, par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, par plusieurs rapporteurs spéciaux et titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et par d'autres dirigeants promouvant l'harmonie interconfessionnelle et intercommunautaire, les cas d'islamophobie, de discrimination, de préjugés et de violence contre les musulmans et tout ce qu'ils considèrent comme sacré augmentent de façon exponentielle, tant au niveau de la société qu'au niveau de l'État.

Au niveau de la société, des incidents islamophobes se produisent presque quotidiennement dans le monde entier. Ils se traduisent par des actes ignobles de profanation du saint Coran, sept incidents de ce type ayant été recensés rien que l'année dernière, et par le lynchage de musulmans par des milices gardiennes des vaches sacrées. L'islamophobie se manifeste également par un discours de haine généralisé contre les musulmans, en ligne et hors ligne ; par des discriminations dans les domaines de l'éducation et de l'emploi ; par des attaques contre les femmes portant le hijab ; par la profanation et la destruction de mosquées et d'autres lieux saints, notamment la sainte mosquée Al-Aqsa à Jérusalem ; par le profilage racial et

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



religieux ; dans les médias, qui répandent la haine et les préjugés et alimentent la peur à l'égard des musulmans ; et par des appels au génocide contre les musulmans et les minorités musulmanes, appels qui restent impunis.

Et pourtant, la plupart des gouvernements refusent d'adopter des lois ou règles qui permettraient de prévenir et de punir ces actes d'islamophobie et d'incitation à la violence, souvent sous le prétexte fallacieux de défendre le droit à la liberté d'expression. En revanche, cette liberté prend fin dès que l'on nie l'existence de la Shoah. En revanche, cette liberté prend fin dès que l'on manifeste en faveur des droits des Palestiniens ou contre le génocide auquel Israël, selon toute plausibilité, se livre à Gaza. Le pire, c'est que l'islamophobie est non seulement tolérée, mais également propagée par un nombre croissant d'États et de dirigeants politiques dans les démocraties de ce monde. La montée des partis et des personnalités politiques de droite voire fascistes lors des dernières élections confirme et consolide cette tendance. Je crains que l'on assiste à l'émergence d'une « coalition du meurtre ».

Un premier ministre consacre avec allégresse un temple hindou sur les ruines d'une mosquée historique vieille de 500 ans. Son parti est déterminé à éradiquer la richesse de l'héritage islamique du pays. La mise en place d'une loi sur la citoyenneté refuserait l'asile aux seuls musulmans et a pour but de faire de 200 millions de musulmans des apatrides ou des citoyens de seconde zone. Dans une autre région du monde, le ministre de l'intérieur de la plus ancienne démocratie de la planète reproche à la police d'être « trop indulgente » à l'égard des manifestants propalestiniens qui s'opposent à la campagne brutale menée par Israël à Gaza. Les politiques d'immigration sont conçues pour exclure délibérément les musulmans. Des interdictions de voyager sont imposées aux musulmans. L'interdiction du hijab est officiellement imposée. L'appel à la prière est interdit dans certains États, et des règles ridicules ont été promulguées pour empêcher ce que l'on appelle le « jihad de l'amour ». Dans la plus grande des démocraties, certaines villes au nom islamique sont renommées. L'héritage islamique est en train d'être anéanti.

L'assaut militaire d'Israël à Gaza constitue la manifestation actuelle la plus flagrante de l'islamophobie et du racisme. Le meurtre de plus de 30 000 Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, à Gaza, et les appels au génocide contre les Palestiniens ont été justifiés en qualifiant ces derniers d'« animaux humains ». La même idéologie a conduit à l'occupation d'autres territoires et à la répression des musulmans ailleurs dans le

monde, ainsi qu'à une série d'interventions étrangères dans d'autres pays musulmans.

Pour ceux qui adhèrent aux principes de l'harmonie interreligieuse et interculturelle, il est évident que des actions audacieuses et décisives sont nécessaires pour contrer et combattre l'islamophobie. Tel est l'objet du projet de résolution déposé sous la cote A/78/L.48. La version originale du projet de résolution de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a été distribuée il y a plus d'un mois. Les coauteurs ont mené trois séries de consultations informelles ouvertes à tous. En toute bonne foi, nous avons tenu compte d'un certain nombre de préoccupations exprimées par l'Union européenne et d'autres interlocuteurs. Des modifications ont été apportées au préambule et au dispositif du projet de résolution. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, nous nous sommes heurtés à une opposition à la référence au saint Coran, que nous peinons encore à comprendre, mais nous avons néanmoins modifié la formulation pour parler du « livre saint ». Dans le même paragraphe, nous avons également supprimé les mots « la condamnation, dans les termes les plus forts possibles, des incidents islamophobes », ainsi que la phrase qui indiquait à l'origine que de tels actes étaient en violation du droit international.

Et pourtant, après avoir accepté toutes les concessions faites par les coauteurs membres de l'OCI, ces délégations, pour la plupart européennes, ont présenté les amendements publiés sous les cotes A/78/L.51 et A/78/L.52. Ces amendements de dernière minute sont incompatibles avec l'approche constructive adoptée par les coauteurs tout au long des négociations sur le projet de résolution. Si nous avions su que nos interlocuteurs étaient déterminés à bloquer un consensus, nous n'aurions pas accepté de faire ces importantes concessions, par exemple en supprimant l'appel à la formulation d'un plan d'action pour lutter contre l'islamophobie. Nous aurions conservé notre texte original.

Quoi qu'il en soit, nous nous opposons fermement aux deux amendements. La proposition figurant dans le document A/78/L.51 de supprimer la référence au « livre saint » est inacceptable. La profanation du saint Coran heurte les sensibilités de tous les musulmans et des autres croyants. Nous refusons d'accepter que des actes délibérés d'autodafé et de profanation de notre livre sacré puissent être justifiés par le soi-disant droit à la liberté d'expression. L'OCI a toujours appelé à ériger ces actes en infractions, ce qui a d'ailleurs été convenu dans la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme il y a 13 ans, mais qui n'a pas été mis en œuvre. Nous nous

félicitons toutefois que le Danemark ait accepté de le faire. Nous demandons instamment à tous les autres pays, en particulier aux auteurs de ces amendements, de suivre cet exemple. Nous demandons instamment à tous les membres de l'Assemblée qui révèrent et respectent tous les livres saints et les textes sacrés de s'opposer à cet amendement.

De même, nous nous opposons à l'amendement figurant dans le document A/78/L.52, visant à remplacer notre appel à la nomination, par le Secrétaire général, d'un envoyé spécial par celle d'un coordonnateur ou d'une coordonnatrice des Nations Unies. Qu'il me soit permis de m'expliquer. Un coordonnateur ou une coordonnatrice des Nations Unies implique, comme son nom l'indique, un rôle de coordination. Un tel rôle peut en effet suffire et s'avérer approprié lorsque de nombreuses actions sont entreprises en divers endroits pour lutter contre un problème particulier, tel que l'antisémitisme. Toutefois, s'agissant de l'islamophobie, aucune action spécifique et concrète n'est prise par la plupart des gouvernements, ni même par des organisations internationales telles que l'ONU, malgré les déclarations du Secrétaire général ou des organismes nationaux. La nomination d'un Envoyé spécial sur l'islamophobie par le Gouvernement des États-Unis, dont il se faut se féliciter, est l'exception qui confirme la règle. L'ONU peut-elle se permettre de faire moins ? Pourquoi l'Organisation des Nations Unies ne disposerait-elle pas elle aussi d'un(e) envoyé(e) spécial(e) afin que nous puissions agir contre la montée effrénée de l'islamophobie ?

Notre objectif en demandant la nomination d'un(e) envoyé(e) spécial(e) des Nations Unies est de lancer des actions spécifiques pour lutter contre l'islamophobie. Nous espérons que le Secrétaire général tiendra les promesses qu'il a faites à plusieurs reprises, à savoir qu'il est prêt à soutenir de telles actions. Nous espérons également que l'envoyé(e) spécial(e) des Nations Unies prendra l'initiative de formuler des actions à entreprendre par l'ONU et tous ses États Membres pour lutter contre l'islamophobie.

Nous pensons que le texte du projet de résolution A/78/L.48 est équilibré et mérite le soutien le plus large possible des États Membres de l'ONU. Nous demandons instamment à toutes les délégations soucieuses d'équité de s'opposer aux préjugés et de rejeter les amendements proposés dans les documents A/78/L.51 et A/78/L.52 et de voter pour le projet de résolution. Nous remercions ceux qui se sont déjà portés coauteurs du projet de résolution A/78/L.48, et nous comptons sur leur soutien total, et

sur celui des autres délégations, à cet important projet de résolution.

Les coauteurs sont convaincus qu'en cette Journée internationale, les peuples du monde entier s'uniront pour combattre l'islamophobie et les autres idéologies qui cultivent la haine, la domination et la division. Opposons-nous fermement à ceux qui cherchent à promouvoir l'islamophobie, qui plus est en cette Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, en entravant le consensus sur cette question cruciale à l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique, qui va présenter les amendements contenus dans les documents A/78/L.51 et A/78/L.52.

M. Lagatie (Belgique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres afin de présenter deux amendements au projet de résolution A/78/L.48, tels qu'ils figurent dans les documents A/78/L.51 et A/78/L.52.

Qu'il me soit tout d'abord permis de souligner que la haine et la discrimination à l'égard des musulmans sont inacceptables et contreviennent aux buts et principes des Nations Unies, tels qu'ils sont inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'Union européenne et ses États membres condamnent fermement la haine et la discrimination envers les musulmans, comme ils condamnent toutes les formes de discrimination, d'hostilité ou de violence contre des personnes sur la base de leur religion ou conviction. Nous sommes entièrement dévoués à cette cause, et restons déterminés à travailler avec l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et le reste de la communauté internationale.

La meilleure façon de lutter contre la haine et la discrimination envers les musulmans est de promouvoir et protéger le droit de chacun à la liberté de religion ou de conviction. En tant que principale auteure des résolutions annuelles sur la liberté de religion ou de conviction à New York et à Genève, l'Union européenne défend une approche globale et universelle visant à éliminer toutes les formes d'incitation à la discrimination, à l'hostilité, à la violence et à l'intolérance contre des personnes en raison de leur religion ou conviction, y compris les non-croyants.

Nous estimons fermement que la liberté d'expression implique le droit de s'exprimer librement sur les questions religieuses. Pour nous, il est essentiel de maintenir la définition internationalement reconnue du

discours de haine, telle qu'elle figure à l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « [t]out appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi. »

La liberté de religion ou de conviction est comme tous les autres droits humains, c'est-à-dire un droit individuel qui peut être exercé en communauté avec d'autres. Elle ne protège pas une religion ou une croyance en tant que telle, ni ses symboles. Elle n'interdit pas non plus la critique des religions ou des croyances.

Nous apprécions le fait que le facilitateur, le Pakistan, ait, au nom de l'OCI, organisé des consultations officielles, auxquelles l'Union européenne a participé de manière constructive. L'Union européenne a fait plusieurs propositions visant à améliorer le texte, et nous sommes déçus que nos principales préoccupations n'aient pas été prises en compte. Malheureusement, le texte qui nous est présenté ne répond pas pleinement aux exigences du droit international en matière de droits humains et s'écarte de l'approche inclusive, appropriée dans le contexte de l'ONU, de la lutte contre l'intolérance, la haine, la discrimination et la violence.

Premièrement, l'Union européenne émet de fortes réserves sur la formulation du paragraphe 2. Selon nous, l'ONU doit être neutre sur le plan religieux et ne pas faire référence à la « profanation des livres saints ». Dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, par exemple, le terme « profanation » se limite aux seuls sites religieux. Le droit international des droits de l'homme ne protège pas une religion ou une croyance en tant que telle, ni ses symboles, et n'interdit pas non plus la critique des religions ou des croyances.

Deuxièmement, l'Union européenne émet des réserves quant à la création d'un poste d'envoyé(e) spécial(e) tel que proposé au paragraphe 3. Nous nous inquiétons de la duplication de plusieurs mécanismes existants de lutte contre la discrimination fondée sur la religion ou les convictions et par les incidences financières de celle-ci. Nous sommes convaincus qu'un coordonnateur ou une coordonnatrice des Nations Unies serait plus approprié, en utilisant les structures et les ressources existantes, telles que la personne de référence actuelle chargée de surveiller le phénomène de l'antisémitisme, à savoir le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé, dont le rôle précieux est également reconnu dans le préambule du projet de résolution.

Pour ces raisons, l'Union européenne a décidé de proposer des amendements aux paragraphes 2 et 3, conformément aux propositions que nous avons faites, à l'instar d'autres délégations, tout au long du processus de consultation. Dans le nouveau paragraphe 2 tel qu'il figure dans le document A/78/L.51, l'amendement que nous proposons met la formulation en conformité avec le droit international en matière de droits humains. Dans le nouveau paragraphe 3 figurant dans le document A/78/L.52, nous proposons de nommer un coordonnateur ou une coordonnatrice des Nations Unies, dans le cadre des structures et des ressources existantes, au lieu de créer un poste d'envoyé(e) spécial(e) plus coûteux. Nous appelons toutes les délégations à voter pour les amendements proposés.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant examiner le projet de résolution A/78/L.48 et les amendements proposés dans les documents A/78/L.51 et A/78/L.52.

Je donne la parole à la représentante du Secrétariat.

M^{me} Sharma (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : Je vais donner lecture de deux états des incidences financières, l'un concernant le projet de résolution A/78/L.48 et l'autre concernant le même projet de résolution s'il venait à être modifié par l'amendement proposé dans le document A/78/L.52.

Le premier état des incidences financières ci-après a été établi conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Il a été distribué à tous les États Membres.

Aux termes des paragraphes 3 et 6 du projet de résolution, l'Assemblée générale, premièrement, prierait le Secrétaire général de nommer un(e) envoyé(e) spécial(e) des Nations Unies qui serait chargé(e) de la lutte contre l'islamophobie et, deuxièmement, prierait le Secrétaire général d'établir et de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport sur l'application du présent projet de résolution et sur les mesures prises par les États Membres et l'Organisation des Nations Unies en application du présent projet de résolution pour lutter contre l'islamophobie sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Les demandes formulées aux paragraphes 3 et 6 du projet de résolution auraient des incidences budgétaires, car elles concernent la nomination d'un ou d'une envoyé(e) spécial(e) des Nations Unies chargé(e) de lutter contre l'islamophobie, à partir de 2025, et l'élaboration

d'un rapport à soumettre à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-neuvième session.

Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution, le Secrétariat mènerait des consultations internes afin de déterminer les besoins budgétaires détaillés pour 2025, qui seraient soumis à l'Assemblée générale pour examen, par l'intermédiaire de la Cinquième Commission, au cours de la partie principale de sa soixante-dix-neuvième session, au titre du point de l'ordre du jour « Projet de budget-programme pour 2025 », conformément aux procédures budgétaires.

Le deuxième état des incidences financières ci-après a également été établi conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Il a également été distribué aux États Membres.

Aux termes du paragraphe 6 du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'établir et de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport sur l'application de la présente résolution et sur les mesures prises par les États Membres et l'Organisation des Nations Unies en application de la présente résolution pour lutter contre l'islamophobie sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

La demande formulée au paragraphe 6 du projet de résolution aurait des incidences budgétaires, car elle concerne l'établissement d'un rapport à soumettre à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-neuvième session. Le Secrétariat comprend que le rapport serait présenté lors de la reprise de la soixante-dix-neuvième session.

Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/78/L.48 tel que modifié par l'amendement A/78/L.52, les ressources supplémentaires nécessaires pour 2025, d'un montant maximum estimé à 31 000 dollars, au titre du chapitre 2 « Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences », seraient soumises à l'examen de l'Assemblée générale par l'intermédiaire de la Cinquième Commission, au cours de la partie principale de sa soixante-dix-neuvième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Projet de budget-programme pour 2025 », conformément aux procédures budgétaires établies.

J'informe les délégations que, depuis le dépôt du projet de résolution, outre ceux énumérés dans le document publié sous la cote A/78/L.48, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : État plurinational de Bolivie, Chine, Fédération de Russie, Nicaragua, Philippines,

République-Unie de Tanzanie, République bolivarienne du Venezuela et Zimbabwe.

Depuis le dépôt de l'amendement, et en plus des délégations énumérées dans le document, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est également porté coauteur du document A/78/L.51.

Depuis le dépôt de l'amendement, et en plus des délégations énumérées dans le document, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est également porté coauteur du document A/78/L.52.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Les délégations qui souhaitent faire une déclaration au titre des explications de vote avant le vote sur l'un des projets de texte au titre de ce point de l'ordre du jour sont invitées à le faire maintenant en une seule intervention. Après le vote sur toutes les propositions, les délégations auront l'occasion de fournir des explications de vote après le vote sur l'une ou l'autre d'entre elles.

Avant de donner la parole au titre des explications de vote avant le vote, je rappelle que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Irvani (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de réaffirmer notre soutien total à l'initiative proposée par les membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) concernant des mesures de suivi visant à faire face à la tendance croissante à l'intolérance et aux préjugés envers l'islam et les musulmans dans le monde, ce qui constitue un défi de taille pour la communauté internationale.

Au cours des dernières décennies, des médias, personnalités politiques et influenceurs de la culture populaire ont constamment renforcé les stéréotypes et préjugés néfastes envers les musulmans et l'islam, et de nombreuses pratiques discriminatoires ont été mises en œuvre dans diverses régions du monde, visant à empêcher les musulmans de vivre en accord avec leur système de croyance. À un moment aussi critique, il est important de veiller à ce que l'ONU reste unie contre les tentatives d'adopter l'islamophobie et des mesures telles que l'interdiction de voyager imposée aux musulmans ou l'interdiction du hijab et des symboles musulmans, et qu'elle condamne les autodafés du Coran.

Nous sommes convaincus que les dispositions proposées dans le projet de résolution, y compris la décision de nommer un(e) envoyé(e) spécial(e) des Nations Unies chargé(e) de lutter contre l'islamophobie, aideront

l'Organisation à mobiliser les efforts pour lutter contre ces défis croissants. Il est tout aussi important que l'Assemblée générale condamne fermement les actes de violence contre les symboles religieux et le livre saint des musulmans. La profanation des livres saints est déjà reconnue par l'Assemblée générale comme une violation du droit international, et elle est profondément offensante et irrespectueuse. Il s'agit en effet d'actes d'incitation, d'hostilité et de violence qui doivent être érigés en infractions et interdits par la loi au niveau national, afin de prévenir de tels actes et de faire en sorte que les auteurs en répondent.

Il est regrettable que de tels actes aient lieu dans des pays qui prétendent avoir instauré l'état de droit et l'appliquer, et il est répréhensible que de tels actes soient justifiés sous le couvert de la liberté d'expression. Nous regrettons qu'en dépit des efforts déployés par l'OCI pour parvenir à un consensus, les États membres de l'Union européenne aient déposé des amendements qui affectent directement les objectifs fondamentaux du projet de résolution visant à lutter contre l'islamophobie dans le monde.

L'Iran aligne sa position sur celle des membres de l'OCI, s'oppose fermement à ces amendements et exhorte tous les membres à voter contre. Nous continuerons à exiger que tous les États Membres assument leurs responsabilités et honorent leurs obligations juridiques afin de promouvoir les valeurs communes de coexistence pacifique, de tolérance et de compréhension mutuelle. Poursuivons notre lutte pour la justice, la dignité et l'inclusion en faveur de nos frères et sœurs musulmans, ainsi que de l'humanité tout entière.

M. Albanai (Koweït) (*parle en arabe*) : Alors que nous sommes dans le mois sacré de ramadan, je voudrais saluer les musulmans qui se trouvent aujourd'hui dans la salle de l'Assemblée générale, ainsi que tous les peuples de leurs pays.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Je m'exprime aujourd'hui en tant que représentant d'un État fier d'être membre de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) qui a toujours prôné la tolérance, la coexistence religieuse et l'harmonie entre les nations. Je remercie sincèrement la délégation pakistanaise d'avoir coordonné les consultations sur le projet de résolution intitulé « Mesures de lutte contre l'islamophobie » (A/78/L.48). Nous attendons avec intérêt son adoption aujourd'hui.

Je prends plaisir à rappeler que nous avons, tout au long des consultations sur le texte du projet de résolution, reçu plusieurs propositions constructives. Il

reste toutefois décevant que certains États Membres aient formulé des propositions qui semblent être entourées d'une certaine forme de déni de l'existence d'actes à caractère islamophobe dans le monde. C'est ce même déni qui nous a conduits à la situation que nous déplorons aujourd'hui, où l'on constate qu'un projet de résolution, conçu au départ pour offrir aux victimes de l'islamophobie une forme de réparation et aux États Membres un moyen d'action contre un phénomène qui s'est emparé des sociétés du monde entier, s'est heurté à une opposition et à des amendements qui entendent y faire obstacle. Il est regrettable que, malgré les efforts concertés de l'OCI pour tenir compte des préoccupations de tous les États Membres concernant le projet de résolution, cela n'ait pas suffi. Le message que nous envoyons désormais au monde est clair : nous n'avons pas réussi à trouver un consensus sur la manière de lutter contre la montée de l'islamophobie. Nous avons transformé la souffrance de nombreuses personnes en débat syntaxique.

Aujourd'hui, je demande à chacun et chacune de se débarrasser des chaînes de la discrimination, des préjugés et des discours de haine. J'invite tous les membres à voter contre les amendements proposés au projet de résolution. Je demande à tous les États Membres de conserver le texte tel qu'il est, dans son ensemble, tel que l'OCI l'a voulu. Reconnaître que le mandat naturel de l'OCI consiste à lutter contre l'islamophobie relève d'une priorité éthique. L'esprit du multilatéralisme veut donc que l'OCI soit soutenue dans l'exercice de ce mandat naturel sous la forme d'une résolution centrée sur le sujet, comme envisagé initialement.

Ce lieu est notre foyer commun, l'endroit où nous devons combattre les tendances islamophobes et nous y opposer. C'est notre responsabilité collective, pas celle des États membres de l'OCI. De grâce, trêve de deux poids, deux mesures. Je rappelle la règle d'or des Nations Unies : « Faites pour les autres ce que vous voudriez qu'ils fassent pour vous ». Comme l'a dit l'Ambassadeur Akram dans son introduction, luttons fermement contre les préjugés en cette Journée internationale de lutte contre l'islamophobie. Les membres n'ont pas à s'inquiéter des incidences financières : il ne fait aucun doute que la nomination d'un envoyé spécial ou d'une envoyée spéciale chargée de lutter contre ce phénomène est un investissement de bon aloi.

M. Alwasil (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord rappeler que le projet de résolution A/78/L.48 se fonde sur une augmentation des violences physiques et verbales faites aux musulmans dans plusieurs

pays du monde. C'est pourquoi ma délégation estime que le projet de résolution dans sa forme actuelle répondra aux préoccupations relatives à la lutte contre le phénomène de l'islamophobie. De nombreuses observations des États ont été prises en considération et ont été reflétées dans la version actuelle du projet de résolution, répondant ainsi à la raison principale qui l'a motivé, à savoir la lutte contre l'islamophobie.

Les amendements proposés au projet de résolution (A/78/L.51 et A/78/L.52) ne vont pas dans le sens de la lutte contre l'islamophobie. C'est pourquoi mon pays votera contre les amendements proposés, et nous appelons tous les pays à voter également contre.

M. Elshandawily (Égypte) (*parle en anglais*) : Ma délégation prend la parole pour expliquer son vote avant le vote sur les amendements aux paragraphes 2 et 3 du projet de résolution A/78/L.48, tels qu'ils sont proposés dans les documents A/78/L.51 et A/78/L.52.

L'Égypte regrette profondément qu'en dépit des tentatives et des efforts sincères qui ont été faits pour parvenir à un consensus sur cet important projet de résolution, nous nous trouvions au bord d'une situation conflictuelle et non au cœur d'un dialogue en vue de lutter contre l'islamophobie et ses nombreuses manifestations, qui se développent à un rythme inquiétant, menaçant la paix et l'harmonie sociales et exacerbant les idéologies extrémistes. Il revient aux États Membres, conformément aux obligations que leur impose le droit international, d'interdire tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à l'hostilité ou à la violence. À ce titre, ma délégation condamne fermement tous les actes d'incitation dirigés contre les musulmans, leurs sites religieux et leurs biens, la profanation du saint Coran et d'autres actions fondées sur l'islamophobie. Il est tout à fait regrettable que, tout au long des négociations sur le projet de résolution, il ait été évident qu'un certain nombre de délégations visaient à diluer le projet de résolution, en le détournant de son objectif principal, qui est d'engager la communauté internationale, par l'intermédiaire du système des Nations Unies, à s'attaquer aux tendances croissantes et inquiétantes de l'islamophobie. Cette tentative de dilution se traduit aujourd'hui par les amendements contestables qui font l'objet de notre débat.

L'Égypte votera donc contre les amendements proposés, et espère que toutes les délégations qui souscrivent à la culture de la paix et du dialogue voteront également contre les amendements proposés.

M. Nasir (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie fournit cette explication de vote avant le vote sur les amendements présentés par le représentant de la Belgique au nom de l'Union européenne (A/78/L.51 et A/78/L.52).

Le Coran, comme le sont d'autres livres saints, est un pilier de la foi musulmane. Sa profanation est une atteinte à son fondement spirituel. Pour les musulmans, profaner le Coran, ce n'est pas seulement profaner un objet, c'est profaner notre dignité, le sens que nous donnons à l'existence même. L'autodafé du Coran est une manifestation évidente d'islamophobie. Pour les musulmans, brûler le Coran, ou tout autre livre saint, est constitutif d'une violation des droits humains. Cela doit cesser.

Tout au long du processus de négociation, l'Organisation de la coopération islamique et son groupe-noyau se sont efforcés de parvenir à un équilibre. Nous avons œuvré de bonne foi et en étroite concertation avec tous. Nous avons déposé de nombreuses propositions pour affiner le texte du projet de résolution (A/78/L.48) sans en diluer l'essence. Nous sommes convaincus que lutter contre l'islamophobie est un acte d'humanité qui mérite le consensus. Avec ce projet de résolution, il s'agit de promouvoir la paix et la tolérance, et cela mérite le consensus. Nous regrettons donc que nos efforts sincères se soient heurtés à des amendements de dernière minute, dont l'objectif est de faire fi du cœur même du texte. L'Indonésie considère que ces amendements nient l'esprit pacifique de notre texte, ainsi que les principes de respect, de tolérance et d'entente que nous avons travaillé très dur pour cultiver. L'heure est venue de choisir la solidarité plutôt que la division, et l'humanité plutôt que la haine, et d'affirmer qu'il faut combattre l'islamophobie sous toutes ses formes.

Ma délégation appelle donc tous les États Membres à se ranger du côté de l'humanité et de la dignité et à voter contre les amendements proposés.

M. Al-Fatlawi (Iraq) (*parle en arabe*) : Nous remercions la délégation de la République islamique du Pakistan, qui n'a ménagé aucun effort pour parvenir à un texte équilibré et de consensus.

L'Iraq condamne et dénonce le phénomène de l'islamophobie, les discours de haine et tout comportement contraire aux valeurs de tolérance, d'acceptation de l'autre et de coexistence pacifique et aux valeurs démocratiques, comme le fait de brûler et de profaner le saint Coran ou d'autres textes religieux sous prétexte de liberté de pensée et d'expression. Le fait de laisser profaner

le Coran a encouragé certains à reproduire ces actes haineux, a alimenté la haine et le racisme et a entravé les efforts faits à l'international pour diffuser les valeurs de tolérance et de modération à l'opposé de l'extrémisme et du terrorisme. Autre conséquence : le respect mutuel entre les peuples s'en est trouvé compromis et la paix et la sécurité des sociétés en sont menacées.

L'Iraq rappelle que les droits humains sont universels et interconnectés et qu'ils se renforcent mutuellement. Nous appelons de nouveau le Secrétaire général à prendre des mesures déterminées pour empêcher que ces actes se reproduisent, notamment en nommant un envoyé spécial chargé de lutter contre les discours de haine et contre les atteintes aux principes de coexistence pacifique entre pratiquants de différentes religions. L'Iraq appelle les États Membres à honorer leurs responsabilités morales et juridiques en établissant des cadres érigeant effectivement en infractions les discours de haine, les violences contre les musulmans et le fait de prendre des sites religieux pour cible. Il appelle aussi à faire en sorte que les auteurs de tels actes aient à en répondre, indépendamment de leur identité et du lieu où ils les commettent.

Le texte original du projet de résolution A/78/L.48, déposé au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique, intègre tous ces concepts et objectifs que nous appelons de nos vœux. Malheureusement, les deux amendements proposés (A/78/L.51 et A/78/L.52) y sont contraires. C'est pourquoi l'Iraq votera contre les deux amendements et nous appelons tous les États Membres à faire de même.

M. Muhamad (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie regrette que nous en soyons arrivés à cette situation malheureuse, c'est-à-dire à devoir voter sur un projet de résolution très important consacré à la lutte contre l'islamophobie (A/78/L.48). Nous saluons les inlassables efforts que le Pakistan et le groupe-noyau ont faits pour trouver un compromis qui aurait permis au projet de résolution d'être adopté par consensus.

Nous sommes d'avis que la teneur d'ensemble du texte aurait pu être encore renforcée, mais nous reconnaissons que d'importants efforts, empreints d'une très grande souplesse, ont été faits pour parvenir à un juste milieu. C'est pourquoi la Malaisie est fermement convaincue que le texte distribué par l'Organisation de la coopération islamique est un compromis acceptable qui intègre diverses préoccupations exprimées par les États Membres. À cet égard, nous demandons instamment à tous les États Membres de voter dans un esprit

constructif, en tenant compte de tous les efforts déployés pour parvenir à ce compromis.

M^{me} Gurhan (Ouganda) (*parle en anglais*) : Ma délégation prend la parole au titre des explications de vote avant le vote sur les amendements publiés sous les cotes A/78/L.51 et A/78/L.52.

L'Ouganda attache une grande importance à la promotion d'une culture de coexistence pacifique et à la lutte contre l'islamophobie, tendance inquiétante allant des discours de haine à la discrimination, en passant par des attaques violentes contre les musulmans, leurs lieux de culte et le saint Coran. Nous condamnons fermement ces actes de violence et appuyons les dispositions du projet de résolution A/78/L.48.

Ces actions intolérantes violent les droits humains fondamentaux des musulmans et menacent la stabilité et la sécurité de la société. Pour remédier efficacement à ces problèmes, des mesures concrètes de lutte contre l'islamophobie et l'intolérance religieuse doivent être prises, notamment en promulguant des lois qui protègent les droits de tous les citoyens et en demandant des comptes à ceux qui se livrent à la discrimination et à la violence. C'est pourquoi, conformément à la position de l'Organisation de la coopération islamique, l'Ouganda votera contre ces amendements et nous appelons tous les États Membres à faire de même.

Enfin, je tiens à remercier la Mission permanente du Pakistan de son rôle moteur tout au long de l'élaboration de cet important projet de résolution.

M^{me} Güven (Türkiye) (*parle en anglais*) : Nous sommes préoccupés par la montée en puissance de la rhétorique et des actes islamophobes.

Le groupe de l'Organisation de la coopération islamique s'est montré éminemment accommodant, en intégrant différents points de vue, et a opté pour un langage inclusif afin que le projet de résolution (A/78/L.48) soit adopté par consensus. Malheureusement, les amendements dont nous sommes saisis sont contraires à cette approche constructive. C'est pourquoi ma délégation votera contre ces deux amendements. Nous appelons également les États Membres à appuyer le texte inclusif tel qu'il a été rédigé et déposé, fruit de compromis et d'une approche constructive.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 90 du Règlement intérieur, avant de se prononcer sur le projet de résolution A/78/L.48,

L'Assemblée se prononcera d'abord sur les amendements A/78/L.51 et A/78/L.52.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur l'amendement A/78/L.51, intitulé « Mesures de lutte contre l'islamophobie ». Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Mozambique, Norvège, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Ukraine

Votent contre :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Comores, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Fédération de Russie, Gambie, Guyana, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Yémen, Zimbabwe

S'abstiennent :

Australie, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Géorgie, Ghana, Guatemala, Honduras, Japon, Madagascar, Mexique, Népal, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Philippines, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Thaïlande, Uruguay

Par 61 voix contre 53, avec 28 abstentions, l'amendement A/78/L.51 est rejeté.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant se prononcer sur l'amendement A/78/L.52, intitulé lui aussi « Mesures de lutte contre l'islamophobie ».

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Mozambique, Népal, Norvège, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Ukraine, Uruguay

Votent contre :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Comores, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Fédération de Russie, Gambie, Guinée, Guyana, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Tunisie, Türkiye, Yémen, Zimbabwe

S'abstiennent :

Australie, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Cabo Verde, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Géorgie, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Madagascar, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique du

Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Singapour, Thaïlande, Trinité-et-Tobago

Par 61 voix contre 57, avec 24 abstentions, l'amendement A/78/L.52 est rejeté.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Les amendements A/78/L.51 et A/78/L.52 n'ayant pas été adoptés, nous allons maintenant passer au projet de résolution A/78/L.48.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/78/L.48, intitulé « Mesures de lutte contre l'islamophobie ». Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Islande, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Turkménistan, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Ukraine

Par 115 voix contre zéro, avec 44 absentions, le projet de résolution A/78/L.48 est adopté (résolution 78/264).

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Avant de donner la parole au titre des explications de vote après le vote, je rappelle que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M^{me} Kamboj (Inde) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer la position de l'Inde concernant la résolution qui vient d'être adoptée (résolution 78/264).

Notre monde d'aujourd'hui est le théâtre de tensions géopolitiques de plus en plus vives et d'un développement inégalitaire, qui aboutissent à une montée inquiétante de l'intolérance, de la discrimination et des violences fondées sur la religion ou les convictions. Fière partisane du pluralisme, l'Inde défend avec énergie le principe d'une protection et d'une promotion de toutes les religions et de toutes les croyances sur un pied d'égalité. Du fait de notre riche tradition de nation pluraliste et démocratique, qui épouse diverses religions, nous sommes de longue date un refuge pour tous ceux qui sont persécutés en raison de leur foi. Qu'ils soient zoroastriens, bouddhistes, juifs ou pratiquants d'une autre croyance, ils ont toujours trouvé en Inde un sanctuaire à l'abri de la persécution et de la discrimination. Au cœur de cette philosophie figure le *Sarva Dharma Sambhava*, principe qui résume la laïcité indienne et affirme la bonté inhérente à toutes les religions, qui méritent toutes un respect égal. Ce principe n'est pas seulement une facette de notre culture, il est fermement inscrit dans la Constitution indienne.

C'est donc avec une profonde inquiétude que nous observons les manifestations croissantes d'intolérance, de

discrimination et de violence contre les fidèles de diverses religions. Nous condamnons tous les actes motivés par l'antisémitisme, la christianophobie ou l'islamophobie. Il est toutefois indispensable de reconnaître que ces phobies ne concernent pas uniquement les religions abrahamiques. De toute évidence, depuis des décennies, les fidèles de religions non abrahamiques sont également touchés par l'intolérance religieuse. Cette situation a entraîné l'émergence de formes contemporaines de phobie religieuse, en particulier envers les hindous, les bouddhistes et les sikhs. Ces formes contemporaines de phobie religieuse se manifestent par des attaques contre des lieux de culte, qu'il s'agisse de *gurudwaras*, de monastères ou de temples, ainsi que par la prolifération de la haine et de la désinformation contre les religions non abrahamiques dans de nombreux pays. La destruction des Bouddhas de Bamiyan, la profanation de temples sikhs, le massacre de pèlerins sikhs dans des *gurudwaras*, les attaques de temples, glorification de la destruction d'idoles dans les temples, tout cela concourt à la montée en puissance des formes contemporaines de phobie religieuse visant les religions non abrahamiques. Il faut impérativement admettre que l'hindouisme, le bouddhisme et le sikhisme – qui, respectivement, comptent plus de 1,2 milliard, 535 millions et 30 millions d'adeptes dans le monde – sont tous en butte à la phobie religieuse. Il est grand temps que nous reconnaissons l'ampleur des phobies religieuses, plutôt que de se focaliser sur une seule de ces phobies.

Dans ce contexte, j'invite tous les États Membres à se pencher sur la portée globale des discriminations religieuses qui persistent dans le monde. Certes, le problème de l'islamophobie est indubitablement important, mais force est de reconnaître que d'autres religions se heurtent elles aussi à la discrimination et à la violence. Allouer des ressources à la seule lutte contre l'islamophobie, en négligeant les difficultés analogues que rencontrent d'autres religions, pourrait malencontreusement perpétuer un sentiment d'exclusion et d'inégalité. De surcroît, créer le poste prévu à la résolution aurait des implications budgétaires conséquentes, et cela doit nous pousser à nous demander s'il n'est pas là l'utilisation la plus judicieuse de nos ressources. Ne pourrions-nous pas avoir des effets plus marqués en adoptant une démarche plus globale qui s'attaque à toutes les discriminations religieuses ?

C'est pourquoi, dans le principe, nous sommes opposés à la nomination d'un envoyé spécial qui se consacrerait à une religion particulière. Nous espérons que la résolution adoptée aujourd'hui ne créera pas de précédent susceptible de se traduire par de multiples résolutions,

dont chacune porterait sur la phobie d'une religion particulière, et de cliver l'ONU en différents blocs religieux. Il est crucial que l'ONU se maintienne au-dessus de ces préoccupations religieuses, qui risqueraient de nous fragmenter plutôt que de nous unir sous la bannière de la paix et de l'harmonie, et de nous empêcher de concevoir le monde comme une grande famille.

L'Inde s'oppose à toutes les formes de phobie religieuse, qu'il s'agisse d'antisémitisme, de christianophobie ou d'islamophobie, tout comme elle s'oppose à tous les sentiments antihindous, antibouddhistes et antisikhs.

Je ferai une dernière observation concernant une délégation qui, telle un disque rayé, fait hélas du surplace pendant que le monde progresse. Il est vraiment consternant de voir cette délégation se fourvoyer dans une perspective étriquée sur les questions relatives à mon pays, a fortiori lorsque l'Assemblée générale examine une question qui exige que tous les États Membres fassent preuve de sagacité, de profondeur et de vision globale, ce qui n'est peut-être pas le point fort de cette délégation.

M. Ladeb (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette séance importante à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie.

Je tiens à souligner que la Tunisie s'est engagée à respecter les principes de tolérance, de modération et de respect des religions. Nous redisons notre rejet de toutes les formes d'intolérance et de discrimination envers les musulmans et de tous les actes odieux qui encouragent le phénomène de l'incitation à la haine contre l'islam et les musulmans, y compris l'incinération du saint Coran, le mépris des symboles religieux, l'attaque des mosquées et le fait de prendre les musulmans pour cible de toutes sortes d'actes d'agression dans le monde entier. Dans ce contexte, nous soulignons le rejet par la Tunisie de toute forme de mépris des religions et des symboles religieux. Nous réitérons notre appel à des efforts concertés pour lutter contre toutes ces pratiques et mettre fin à la diffusion de discours de haine, de campagnes de diffamation, d'incitation et de discrimination raciale, en particulier dans les médias sociaux. Nous redisons également notre refus d'associer le terrorisme à une religion, une race ou un sexe, et nous appelons à la prévention de toutes les formes d'intolérance et d'extrémisme violent.

Les incidents qui ont visé des musulmans en raison de leurs croyances religieuses ont révélé le danger de telles pratiques pour la sécurité, la paix et la coexistence entre les peuples et les cultures. Nous appelons au

respect des particularités culturelles et religieuses de tous les peuples, en donnant la priorité au dialogue constructif, aux valeurs mondiales et au respect des droits de l'homme, tout en rejetant toute forme de discrimination et de profilage racial et religieux.

Dans ce contexte, nous appelons chacun à prendre toutes les mesures juridiques, législatives et préventives pour empêcher les manifestations de mépris à l'égard des religions et les attaques contre les symboles religieux, prévenir toutes les formes de violence fondées sur la haine et la discrimination religieuse et culturelle et ériger de tels actes en infractions. Nous soulignons que ces actes ne sauraient être qualifiés de liberté d'expression, qui requiert un certain niveau de responsabilité et de respect de l'autre, ainsi qu'un attachement aux lois et aux instruments internationaux et humanitaires.

À la lumière de la situation actuelle dans le Territoire palestinien occupé, y compris les crimes de guerre, le génocide et les attaques systématiques et répétées contre les lieux de culte et les fidèles de la mosquée Al-Aqsa, la Tunisie réaffirme sa condamnation la plus ferme de ces violations qui sont contraires à toutes les valeurs humaines et au droit international. Nous demandons qu'un terme soit mis à ces pratiques et que la Puissance occupante soit contrainte de respecter le droit international, les droits humains et le caractère sacré des religions et des lieux de culte.

En conclusion, nous réaffirmons notre soutien aux efforts déployés par le Secrétaire général et le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies afin de lutter contre les discours de haine et l'islamophobie et de promouvoir le dialogue et la coexistence pacifique entre les civilisations et les religions. Nous soulignons également l'importance de la résolution 78/264, qui vient d'être adoptée, et appelons à sa mise en œuvre.

M. Rojas (Pérou) (*parle en espagnol*) : Le Pérou a voté pour la résolution intitulée « Mesures de lutte contre l'islamophobie » (résolution 78/264), compte tenu de son engagement en faveur de la protection des droits de toutes les personnes sans distinction, y compris les adeptes de l'islam. C'est pourquoi ma délégation a participé de manière constructive au processus de négociation, en cherchant toujours à contribuer à un dialogue respectueux, permettant de comprendre les intérêts et les préoccupations de toutes les parties. À cet égard, le Pérou souhaite remercier le Pakistan, en tant que facilitateur, et les autres pays de l'Organisation de la coopération islamique pour leur réceptivité aux différentes propositions

avancées. En ce sens, nous devons reconnaître la flexibilité dont ils ont fait preuve en retirant des références qui auraient encore compliqué le débat, telles que l'application du droit pénal dans les mesures de lutte contre l'islamophobie ou la question de savoir si certains actes violent le droit international par définition ou seulement dans certains contextes. En même temps, il nous faut aussi reconnaître que l'introduction d'amendements et le nombre de votes montrent que nous devons poursuivre la discussion afin de parvenir à un plus grand consensus sur des questions particulièrement sensibles et complexes, telles que la question de l'équilibre entre la liberté de religion et de conviction, d'une part, et la liberté d'expression, d'autre part.

Dans ce contexte, ma délégation estime nécessaire de clarifier les raisons pour lesquelles le Pérou a voté comme il l'a fait.

Tout d'abord, le Pérou a abordé la résolution dans le cadre de son engagement ferme en faveur de la pleine mise en œuvre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que du respect de ses autres obligations en matière de droits humains. À cet égard, le soutien du Pérou à la résolution se fonde sur une lecture et une interprétation approfondies de celle-ci, ce qui implique que le contenu du paragraphe 2 et les mesures visées au paragraphe 4 présupposent une prise en compte des droits contenus dans le cadre signalé, y compris les dispositions des articles 18, 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Par ailleurs, notre vote pour l'amendement proposé au paragraphe 3 (A/78/L.52) se fonde sur le fait que, comme nous l'avons précisé lors des négociations, nous pensons que, au lieu que le Secrétaire général nomme un(e) nouvel(le) envoyé(e) spécial(e), il serait plus productif de désigner le Haut-représentant pour l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies comme personne de référence de l'Organisation pour la lutte contre l'islamophobie, puisqu'il exerce des fonctions similaires vis-à-vis de l'antisémitisme. Sans préjudice de ce qui précède, il convient de préciser que le Pérou ne s'oppose pas à l'utilisation du terme « islamophobie ». C'est la raison pour laquelle nous nous sommes joints, en temps voulu, au consensus sur l'adoption de la résolution 76/254, qui institue la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie. Ma délégation aime à croire que notre vote pour les amendements proposés

aux paragraphes concernés, ainsi que la présente explication, traduisent clairement le positionnement du Pérou sur cette question. Le projet de résolution soumis au vote (A/78/L.48), bien qu'imparfait, est acceptable pour le Pérou si nous le considérons dans son ensemble et si nous tenons compte des concessions faites par l'Organisation de la coopération islamique au cours des négociations.

En conclusion, le Pérou tient à souligner qu'il s'agit d'une résolution présentée au titre du point de l'ordre du jour « Culture de la paix », auquel nous attachons une grande importance, car il est étroitement lié à l'un des objectifs de l'ONU. À ce titre, le Pérou encourage toutes les délégations à persévérer dans la recherche d'un consensus et redit sa volonté de voir les discussions et négociations futures sur le sujet se poursuivre dans une approche constructive et fondée sur la bonne foi.

M. Hirji (Canada) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais adresser mes vœux les plus chaleureux aux collègues présents ici aujourd'hui qui entament le mois sacré du ramadan. *Ramadan karim*. Je voudrais également remercier le Pakistan et l'Organisation de la coopération islamique pour le travail considérable qu'ils ont accompli en présentant et en facilitant cette résolution (résolution 78/264) et souligner la souplesse dont ils ont fait preuve au cours des négociations.

Le Canada a voté pour la résolution, car il estime que la lutte contre l'islamophobie et toutes les formes de violence et de haine fondées sur la religion ou les convictions est plus importante que jamais. C'est pourquoi nous nous sommes abstenus dans le vote sur toutes les propositions d'amendement du texte. Bien que nous ayons voté pour la résolution, nous restons préoccupés par certains éléments.

Premièrement les suggestions visant à intégrer la question du genre dans les formulations n'ont pas été prises en compte. Les femmes et les filles musulmanes sont confrontées à des formes de discrimination multiples et croisées et sont souvent elles-mêmes la cible d'actes islamophobes. L'expérience du Canada montre que, pour lutter efficacement contre l'islamophobie, nous devons reconnaître les aspects liés au genre des attaques islamophobes et les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles.

Deuxièmement, nous regrettons que les efforts visant à élargir la portée de la condamnation de la haine n'aient pas été pris en compte. Le Canada est l'un des rares pays au monde à disposer à la fois d'un représentant spécial chargé de lutter contre l'islamophobie et d'un

envoyé spécial chargé de lutter contre l'antisémitisme. Nous sommes préoccupés par l'inégalité que la résolution crée entre les efforts de lutte contre les différentes formes de haine au sein du système des Nations Unies et par le fait qu'elle risque de suggérer que l'ONU ne voit pas la nécessité de traiter les autres formes de discrimination de la même manière, à un moment où les cas d'antisémitisme sont également en augmentation dans le monde entier.

En outre, la création d'un nouveau poste d'envoyé(e) spécial(e) aurait des incidences budgétaires importantes sur une situation budgétaire déjà difficile. Elle peut également avoir des répercussions sur les structures préexistantes des Nations Unies, notamment le bureau du Rapporteur spécial ou de la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction. Nous sommes préoccupés par le précédent que créerait la nomination d'un(e) envoyé(e) spécial(e), notamment dans le contexte de la crise de liquidité actuelle. Nous devons également veiller à ce que ce nouveau poste n'affaiblisse pas les efforts déployés par les Nations Unies pour lutter contre l'intolérance religieuse ou ne fasse pas double emploi avec eux. Toute méthode de travail inefficace rend encore plus difficile les progrès dignes de ce nom sur cette priorité commune.

Cela étant dit, l'adoption de la résolution 78/264 en cette Journée internationale de lutte contre l'islamophobie est à la fois pertinente et opportune. Nul ne doit être pris pour cible en raison de sa foi. Le Canada reste déterminé à collaborer avec tous les États Membres et toutes les parties prenantes afin de défendre la liberté de religion ou de conviction pour les personnes de toutes origines et travailler ensemble pour lutter contre l'islamophobie.

M^{me} Zabolotskaya (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions les États Membres de l'Organisation de la coopération islamique d'avoir préparé la résolution sur les « Mesures de lutte contre l'islamophobie » et, en particulier, la délégation pakistanaise pour ses efforts en tant que coordonnatrice du processus de négociation.

La Fédération de Russie est un État multiethnique et multiconfessionnel, pour qui la promotion du dialogue interculturel et interreligieux est une priorité au niveau tant national qu'international. Des représentants de plus de 190 nationalités vivent en paix et en harmonie en Russie. Plus de 20 millions de personnes dans notre pays sont des adeptes de l'islam, ce qui en fait la deuxième religion de notre État.

Nous partageons pleinement le point de vue selon lequel la promotion d'une culture de paix et de respect mutuel est la clef de la résolution de problèmes contemporains. Nous sommes fermement convaincus que la discrimination fondée sur la race, l'appartenance ethnique, la religion ou la conviction, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris le néonazisme, l'islamophobie, la christianophobie et l'antisémitisme, est une menace pour la cohésion sociale en général, et pas seulement pour les groupes raciaux ou ethniques qui en sont la cible directe. Cette disposition importante se retrouve dans une autre résolution de l'Assemblée générale qui est adoptée chaque année à l'initiative de la Fédération de Russie et d'un groupe de pays partageant les mêmes idées, dont de nombreux pays musulmans. La résolution est intitulée « Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ».

La haine de toute religion doit être condamnée et appelle une réponse immédiate de la part de la communauté internationale. Nous pensons que les religions traditionnelles, y compris l'islam, sont prises pour cible dans de nombreux États. Il faut souligner qu'à côté de l'islam, le christianisme orthodoxe est également attaqué. En Ukraine, cette pratique a été érigée en politique d'État, et il convient d'y mettre un terme. En même temps, nous pensons que les points de vue de plusieurs délégations qui ont proposé des amendements à la résolution 78/264 sont empreints d'une grande duplicité et révèlent leur réticence à lutter contre l'islamophobie ou d'autres formes d'intolérance religieuse. La Fédération de Russie rejette la position des pays qui tolèrent des actes tels que la profanation du Coran et les offenses aux croyances religieuses sur leur territoire, et laissent ces actes impunis en arguant de l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'opinion.

Nous considérons cette résolution comme une mesure importante prise par la communauté internationale pour protéger nos religions traditionnelles. À travers elle aussi, la communauté internationale démontre une fois de plus sa volonté inébranlable de lutter contre toutes les formes de haine, conformément aux obligations que lui impose le droit international, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en particulier en l'article 20 de la partie III, qui stipule que tout appel à la haine religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence doit être interdit par la loi.

Nous sommes heureux de nous joindre aux auteurs de la résolution 78/264 et d'appeler la communauté internationale à remplir ses obligations juridiques internationales en matière de protection des droits religieux.

M. Lagatie (Belgique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres pour expliquer notre position sur la résolution qui vient d'être adoptée en tant que résolution 78/264.

Comme nous l'avons déjà dit, le texte qui nous a été présenté ne répond pas pleinement aux exigences du droit international en matière de droits humains et s'écarte de l'approche inclusive de la lutte, appropriée dans le contexte des Nations Unies, contre l'intolérance, la haine, la discrimination et la violence contre des personnes sur la base de leur religion ou conviction.

Premièrement, compte tenu de la faible majorité à laquelle notre amendement A/78/L.51 n'a pas été adopté, l'Union européenne continue d'émettre de fortes réserves sur le libellé du paragraphe 2 du dispositif. Selon nous, l'ONU doit être neutre sur le plan religieux et ne pas faire référence à la profanation des livres saints. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, par exemple, le terme « profanation » est limité aux seuls sites religieux. Le droit international des droits de l'homme ne protège pas une religion ou une croyance en tant que telle ou ses symboles, pas plus qu'il n'interdit la critique des religions ou des croyances.

Deuxièmement, compte tenu de la faible majorité à laquelle notre amendement A/78/L.51 n'a pas été adopté, l'Union européenne continue d'avoir des réserves au sujet de la nomination d'un(e) envoyé(e) spécial(e), telle que proposée au paragraphe 3. Nous sommes préoccupés par la duplication de plusieurs mécanismes en place pour lutter contre la discrimination fondée sur la religion ou la conviction, ainsi que par ses incidences financières. Nous sommes convaincus qu'un coordonnateur ou une coordonnatrice des Nations Unies serait plus approprié(e), en utilisant les structures et les ressources existantes, comme la personne de référence actuelle contre l'antisémitisme, le Haut-Représentant pour l'Alliance des Civilisations de l'Organisation des Nations Unies, M. Moratinos Cuyaubé, dont le rôle précieux est également reconnu dans le préambule de la résolution.

Pour ces raisons, l'Union européenne a décidé de s'abstenir dans le vote sur la résolution prise dans son ensemble, et nous nous dissociions des paragraphes 2 et 3.

Je tiens à souligner de nouveau que l'Union européenne et ses États membres condamnent fermement la haine et la discrimination envers les musulmans, comme nous condamnons toutes les formes de discrimination, d'hostilité ou de violence contre des personnes sur la base de leur religion ou conviction. Nous sommes sans réserve dévoués à cette cause, et nous restons déterminés à collaborer avec l'Organisation de la coopération islamique et le reste de la communauté internationale pour lutter contre ce fléau.

M. Valtýsson (Islande) (*parle en anglais*) : L'Islande a soutenu les amendements proposés par l'Union européenne, qui auraient ajouté un contexte supplémentaire au texte, reflétant nos préoccupations communes face à la montée de l'intolérance religieuse. Leur adoption aurait également pris en considération les contraintes budgétaires s'agissant de la nomination d'envoyés spéciaux ou d'envoyées spéciales.

L'Islande est une fervente défenseuse des droits humains et des libertés fondamentales de tout le monde, y compris la liberté religieuse et la liberté d'expression. Cette dimension aurait dû être mieux reflétée dans la résolution 78/264. Toutefois, l'Islande a voté pour la résolution prise dans son ensemble, car l'islamophobie est une manifestation évidente de l'intolérance croissante fondée sur la religion et la conviction, qui compromet la jouissance des droits humains et des libertés fondamentales dans le monde entier.

M. Gafoor (Singapour) (*parle en anglais*) : Singapour attache une grande importance à la question de la lutte contre l'islamophobie, et nous remercions l'Organisation de la coopération islamique d'avoir déposé cette résolution opportune (résolution 78/264).

En tant que pays multiculturel et multireligieux, Singapour attache également une grande importance à la lutte contre toutes les formes de haine et de discrimination religieuses. En 2014, une étude du Pew Research Center a identifié Singapour comme le pays le plus diversifié au monde sur le plan religieux. En 2022, la même enquête a relevé que la diversité religieuse de Singapour était remarquable, à l'échelle mondiale.

En tant que nation, Singapour a donc toujours privilégié l'harmonie raciale et religieuse, essentielle à sa cohésion sociale. Reflétant notre détermination à garantir l'harmonie, la paix et la sécurité entre les différents groupes religieux et à prévenir l'incitation et la haine contre toute religion, le Parlement de Singapour a adopté en 1990 une loi relative à la préservation de

l'harmonie religieuse afin de garantir que les adeptes des différentes religions fassent preuve de tolérance à l'égard des croyances des autres et n'incitent pas à l'inimitié ou à la haine religieuse. En 2019, le Parlement de Singapour a actualisé cette loi afin de répondre plus efficacement aux incidents de discorde religieuse et aux nouvelles menaces contre l'harmonie religieuse.

C'est dans le contexte de l'engagement profond de Singapour en faveur de l'harmonie raciale et religieuse que ma délégation a voté aujourd'hui pour la résolution 78/264, intitulée « Mesures de lutte contre l'islamophobie ». Nous tenons également à préciser que nous avons voté pour le projet d'amendement A/78/L.51, car nous considérons qu'il est conforme à notre approche consistant à condamner toute incitation à la discrimination, à l'hostilité et à la violence contre toutes les religions et toutes les convictions. Dans le même temps, nous regrettons vivement que le projet d'amendement n'ait pas pris en compte les préoccupations relatives à la profanation des livres saints. Singapour tient à préciser qu'elle condamne la profanation de tout livre saint, sans parti pris ni sélectivité.

M^{me} Wagner (Suisse) : La Suisse remercie le Pakistan d'avoir présenté la résolution 78/264 au nom de l'Organisation de la coopération islamique. La Suisse condamne en toute fermeté la discrimination, l'intolérance, l'incitation à la haine et l'extrémisme violent sous toutes leurs formes.

Ma délégation aimerait souligner les points suivants, qui guident la Suisse dans son approche contre la haine religieuse.

Premièrement, la protection de l'individu est au cœur des droits de l'homme. Les droits à la liberté d'expression et à la liberté de religion sont des piliers importants de toute société pluraliste.

Deuxièmement, les religions ou les opinions en tant que telles ne sont pas protégées par ces droits. Toutefois, les individus le sont. Il existe une différence essentielle entre, d'une part, la protection des personnes appartenant à une religion particulière contre la haine, la violence et la discrimination et, d'autre part, la protection des religions, des personnalités religieuses, des livres saints et des symboles religieux contre la diffamation. La diffamation des religions ou la diffamation religieuse ne sont pas des concepts juridiques faisant partie du cadre des droits de l'homme.

En outre, une coexistence pacifique dans une société pluraliste nécessite des arbitrages. La liberté d'expression

protège la critique, et ce, même si elle est formulée de manière offensante, provocante ou moqueuse, mais elle n'est pas sans limite. La question de savoir si la liberté d'expression doit être limitée, dans certains cas, afin de protéger ces personnes est cruciale, tel qu'énoncé aux articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nous soulignons que toute limitation doit être prévue par la loi, nécessaire et proportionnée.

Le texte aujourd'hui adopté ne reflète pas suffisamment ces aspects, et c'est pourquoi ma délégation s'est abstenue.

M^{me} Eyrich (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis remercient le Pakistan et les États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) de leur travail sur la résolution 78/264 et de l'attention portée à cette importante question d'actualité. Nous continuerons de collaborer avec la communauté internationale pour condamner et combattre la haine antimusulmans et, en l'occurrence, toute manifestation de haine fondée sur la religion ou les croyances. Les États-Unis restent déterminés à promouvoir un monde dans lequel chaque personne, partout, peut choisir de pratiquer ou non sa religion dans la paix, la dignité et le respect, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est pourquoi nous sommes préoccupés par le fait que la haine antimusulmans et d'autres formes de haine et de violence sont indéniablement en augmentation partout dans le monde. Une telle situation devrait tous nous préoccuper au plus haut point. Comme l'a dit le Président Biden,

« Nous devons nous unir et rejeter l'islamophobie et toutes les formes de sectarisme et de haine. J'ai déclaré à plusieurs reprises que je ne garderais pas le silence face à la haine ».

Les États-Unis ont utilisé, et continueront d'utiliser, leur liberté d'expression pour condamner inconditionnellement les actes de haine, tels que l'autodafé du Coran et d'autres livres saints. Les États-Unis demandent une fois de plus que les auteurs d'actes de violence visant des personnes en raison de leurs croyances ou de leurs pratiques religieuses, ou de l'absence de telles croyances, soient amenés à en répondre. La promotion des droits humains, y compris la liberté de religion ou de conviction et la liberté d'expression pour tous, reste au cœur de la politique étrangère et intérieure des États-Unis. Nous demeurons déterminés à travailler avec les membres de la société civile, les acteurs religieux, l'OCI et d'autres gouvernements pour lutter contre la haine antimusulmans, et nous continuerons de défendre la liberté d'expression et

la liberté de religion ou de croyance en tant qu'éléments essentiels, interconnectés et interdépendants de nos responsabilités en matière de droits humains.

M^{me} Pereira Gomes (Brésil) (*parle en anglais*) : Le Brésil condamne toutes les formes de discrimination et d'intolérance religieuse, notamment contre les musulmans. À cet égard, nous sommes profondément préoccupés par la persistance des actes d'intolérance et de violence fondés sur la religion ou les convictions, y compris à l'encontre des minorités religieuses, dans toutes les régions du monde. Ces attaques, qui se produisent dans le monde entier, nous ont montré qu'il faut déployer des efforts concrets pour renforcer la formulation du respect des droits humains et des libertés fondamentales. Nous estimons que la promotion de la liberté d'opinion et d'expression est essentielle dans le cadre de nos efforts de prévention et de lutte contre l'intolérance religieuse.

Toutefois, le Brésil s'est abstenu dans le vote sur la résolution 78/264, qui a été présentée par la délégation du Pakistan au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Organisation de la coopération islamique. Cette résolution contient des éléments jugés positifs par ma délégation, en particulier en ce qui concerne la lutte contre la haine et la discrimination fondées sur la religion ou la confession et la nécessité de protéger la diversité culturelle et religieuse et de promouvoir le dialogue inter-confessionnel et interculturel, tout en reconnaissant le rôle positif de l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Néanmoins, nous pensons que l'objectif principal doit être de protéger les personnes contre la haine ou la discrimination fondées, entre autres, sur la religion, conformément aux articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, au cours des dernières décennies, nous avons créé un système solide pour promouvoir et protéger la liberté de religion et d'autres valeurs fondamentales.

Nous sommes préoccupés par les chevauchements que la nomination d'un ou d'une envoyé(e) spécial(e), envisagée dans la résolution 78/264, pourrait entraîner, outre les conséquences financières sur le budget de l'ONU, qui n'ont fait l'objet d'aucune discussion. Ainsi, nous devons nous concentrer sur la manière de renforcer les mécanismes existants afin de lutter contre la haine religieuse et toutes les formes d'intolérance.

Enfin, ma délégation tient à souligner la nécessité de lutter contre la discrimination envers les musulmans, les chrétiens et les juifs, ainsi que contre toute autre forme de discrimination fondée sur la religion ou la

foi, sur un pied d'égalité, sans établir de priorités entre ces phénomènes.

Nous avons passé des années, tant au Conseil des droits de l'homme qu'au sein de la Troisième Commission, à critiquer sans relâche la sélectivité, la politisation et les pratiques à deux poids, deux mesures dans l'examen des situations relatives aux droits humains dans le monde. Si l'on prend ces critiques au sérieux, il n'y a pas d'autre moyen que de les appliquer également à nos discussions actuelles.

M. Fepuleai (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande réaffirme son engagement en faveur de la promotion et de la protection de la liberté de religion ou de conviction pour tous les individus dans le monde. La Nouvelle-Zélande soutient depuis longtemps le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de croyance, tant dans son pays qu'à l'étranger. Nous condamnons et rejetons sans équivoque toutes les formes de violence fondée sur la religion et toutes les formes d'intolérance religieuse et sommes pleinement déterminés à les combattre.

Nous redisons nos préoccupations face à l'augmentation des niveaux de violence et de discrimination perpétrés sur la base ou au nom de la religion ou de la croyance dans le monde entier, y compris contre des musulmans. À cet égard, nous sommes solidaires de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et soutenons l'intention de la résolution 78/264, dont nous reconnaissons qu'elle constitue une priorité pour l'OCI.

La liberté de religion et de conviction est étroitement liée au droit à la liberté d'opinion et d'expression. Ces droits se renforcent mutuellement. Permettre et encourager la libre expression de la religion et des convictions, ainsi que l'échange d'idées, contribue à la lutte contre l'intolérance et à l'édification de sociétés bien informées, ouvertes à tous et politiquement mûres.

La Nouvelle-Zélande a soutenu la résolution 78/264 en reconnaissance de ces considérations, mais s'est abstenue dans le vote sur les projets d'amendements A/78/L.51 et A/78/L.52. Cependant, nous sommes préoccupés par la création d'un nouveau poste d'envoyé spécial, sur le plan tant budgétaire que pratique. Le budget de l'Organisation des Nations Unies est déjà soumis à des pressions croissantes et nous sommes préoccupés par les nouvelles incidences budgétaires de la création d'un nouveau poste d'envoyé spécial dans ce contexte.

En ce qui concerne la création d'un nouveau poste d'envoyé spécial chargé de lutter contre l'islamophobie,

nous sommes également préoccupés par le fait d'élever une religion particulière au-dessus des autres. La Nouvelle-Zélande a toujours soutenu une approche large et inclusive de la lutte contre la discrimination religieuse, l'intolérance, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Nous espérons que la création d'un nouveau poste d'envoyé spécial n'entraînera pas de précédent privilégiant, ou semblant privilégier, une religion particulière par rapport à une autre.

Les attaques, la discrimination et la violence actuelles nous rappellent que la communauté internationale doit rester unie dans sa volonté de faire progresser les droits à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de croyance pour tous les citoyens du monde.

M. Alnwelati (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué la séance d'aujourd'hui à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie. Je voudrais également remercier la Mission permanente du Pakistan d'avoir déposé la résolution 78/264 et d'avoir mené avec compétence le processus de négociation.

La Syrie est le berceau de la civilisation et des religions et continue de soutenir fermement tous les efforts visant à respecter la diversité religieuse et culturelle et à promouvoir le dialogue interreligieux et interculturel en vue de renforcer une culture de tolérance et de respect entre les individus, les sociétés et les nations. En conséquence, la délégation de mon pays a voté pour la résolution, qui s'attaque à un phénomène dangereux sur lequel certains pays occidentaux ferment les yeux sous prétexte de liberté d'expression, oubliant que la liberté s'accompagne de responsabilités qui interdisent d'offenser les religions et leurs symboles ou de manquer de respect à leurs croyances.

La délégation de mon pays a voté contre les projets d'amendement A/78/L.51 et A/78/L.52, proposés par un certain nombre de délégations occidentales, parce qu'ils visent à saper le contenu de la résolution 78/264 et à l'affaiblir. La Syrie réaffirme son rejet de toutes les formes de discours haineux et raciaux qui conduisent à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, que ce soit sur la base de la religion, des croyances, de la couleur de peau, de la race ou du sexe. La Syrie redit également son rejet catégorique de toutes les formes de discrimination contre les réfugiés dans le monde, y compris les réfugiés syriens, en particulier les discriminations qui entraînent leur persécution ou leur imposent certains choix politiques.

La délégation de mon pays souligne la nécessité de promouvoir des activités propres à favoriser le dialogue entre les religions et les cultures afin de renforcer la paix et la stabilité, ainsi que de respecter la diversité culturelle. Nous appelons certains pays occidentaux à concentrer leurs efforts sur la promotion d'une culture de la paix et le rejet des guerres en rétablissant les droits, en mettant fin à l'occupation israélienne des territoires arabes occupés et en arrêtant le génocide et l'agression brutale que l'entité d'occupation israélienne inflige au peuple palestinien depuis près de six mois et qui représentent les pires formes de discrimination, de haine et de violence, sans parler des violations du droit international et des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies.

M. Elizondo Belden (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique remercie le Pakistan d'avoir déposé la résolution 78/264 au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Organisation de la coopération islamique.

La position du Mexique est claire. Nous rejetons totalement et catégoriquement tout acte de discrimination, d'intolérance ou de violence visant une personne sur la base de sa religion ou de ses convictions. Nous rejetons l'islamophobie et toute manifestation de xénophobie, sans distinction aucune. Nous rejetons tout acte de violence, de stigmatisation ou de discrimination à l'égard des adeptes de l'islam. En outre, nous rejetons tout acte qui incite à la haine ou qui peut constituer une menace pour la dignité des personnes, comme, par exemple, l'autodafé de livres ou les attaques contre des lieux de culte. Pour le Mexique, les discours de haine contre une personne nous affectent tous, car la haine déforme les différences et les rend toxiques.

Le Mexique s'est abstenu dans le vote sur l'amendement A/78/L.51 car nous sommes sensibles à la nécessité de donner une plus grande visibilité à la violence perpétrée contre les adeptes de l'islam afin d'y répondre plus efficacement. Nous pensons donc que le paragraphe proposé dans cet amendement aurait dû être plus large et ne pas se concentrer sur une seule religion.

Pour les mêmes raisons, le Mexique a voté pour l'amendement A/78/L.52. Nous craignons que la nomination d'un(e) envoyé(e) spécial(e) pour une religion particulière, quelle qu'elle soit, n'ouvre la voie à la prolifération de mandats divisés. Nous pensons que le processus actuel n'a pas laissé suffisamment de temps pour une discussion et une réflexion adéquates sur la nomination d'un(e) envoyé(e) spécial(e) ayant un mandat centré sur une seule religion. Nous craignons que cela ne

compromette les efforts déployés en faveur d'un dialogue interreligieux efficace.

Nous sommes préoccupés par le fait que la résolution 78/264 se concentre sur une religion et non sur les êtres humains et leur droit inaliénable à la liberté de religion ou de conviction. La pleine réalisation de ce droit est interdépendante et indivisible de l'exercice des autres droits de l'homme. Par ailleurs, nous aurions aimé disposer d'un texte intégrant une perspective de genre. Sachant que l'intolérance religieuse présente souvent des préjugés sexistes, les mesures efficaces de lutte contre cette intolérance doivent également intégrer une perspective de genre.

Le Mexique a voté pour la résolution 78/264 et la soutient dans la perspective de maintenir l'être humain au centre de tous les efforts visant à garantir son égalité en dignité et en droits, comme fondement de la promotion d'une culture de la paix.

M. Oddone (Argentine) (*parle en espagnol*) : La République argentine trouve profondément préoccupant que des actes d'intolérance, de discrimination, de haine et de violence fondés sur la religion ou la croyance continuent d'être commis dans le monde entier.

Mon pays accorde le plus grand respect à la liberté religieuse, qui va au-delà de la simple tolérance religieuse, et promeut la compréhension, la fraternité et le respect mutuel entre ceux qui ont des croyances théistes, non théistes ou athées.

À cet égard, nous soulignons que le droit à la liberté religieuse confère le droit de pratiquer librement une religion et de ne pas faire l'objet de discrimination pour sa pratique, mais n'implique en aucun cas de considérer la religion comme un droit juridique, car ce sont les pratiquants qui doivent se voir garantir leurs droits et être protégés. À cet égard, nous rappelons que c'est aux États qu'incombe la responsabilité principale de [inaudible], et qu'ils doivent toujours avoir le droit de professer librement leur religion et leurs convictions.

Nous exhortons donc les États à adopter les mesures nécessaires et appropriées, conformément aux obligations internationales en matière de droits de l'homme, pour lutter contre la haine, la discrimination, l'intolérance et les actes de violence et d'intimidation motivés par l'intolérance fondée sur la religion.

Enfin, nous soulignons la nécessité de renforcer l'approche fondée sur les droits humains dans toutes les politiques publiques des États Membres afin que les

discours de haine ne creusent pas les inégalités préexistantes, en particulier lorsqu'ils sont dirigés contre des personnes et des groupes en situation de vulnérabilité et/ou qui ont été historiquement victimes de discriminations.

M^{me} Bryant (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie remercie le Pakistan, agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), pour le rôle moteur qu'il a joué en faveur de l'adoption de la résolution 78/264.

La liberté de religion et de conviction est un droit humain fondamental que l'ONU et tous les États Membres doivent respecter et protéger. Nous avons voté pour la résolution parce que nous sommes profondément préoccupés par toutes les formes d'intolérance religieuse, y compris la montée de l'islamophobie. Nous nous opposons sans équivoque à la profanation des livres sacrés, des lieux de culte et des symboles religieux, actes que nous considérons comme des gestes de provocation incompatibles avec la conviction de l'Australie fermement ancrée dans la liberté de religion.

Je souhaite profiter de cette occasion pour clarifier la position de l'Australie sur les paragraphes dont il est question aujourd'hui.

En ce qui concerne le paragraphe 2, l'Australie est d'avis que l'intention est cruciale pour déterminer si les actes de violence prenant pour cible les symboles religieux et les livres saints doivent être considérés comme de la haine religieuse constituant une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, au sens du paragraphe 2 de l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nous estimons également que le droit international n'interdit pas nécessairement l'autodafé planifié d'un livre religieux en toutes circonstances, car cet acte pourrait constituer une forme légitime de liberté d'expression. Nous saluons le dialogue constructif établi par l'OCI sur ce paragraphe, et nous remercions le facilitateur d'avoir écouté les préoccupations des États Membres et d'avoir supprimé les termes relatifs aux violations du droit international. Avec ces changements, l'Australie a pu soutenir le texte proposé par le facilitateur.

En ce qui concerne le paragraphe 3, l'Australie reste préoccupée par le fait que la nomination d'un(e) envoyé(e) spécial(e) sur l'islamophobie pourrait conduire à une prolifération et à une hiérarchie d'envoyés spéciaux sur les différentes religions, alors que nous pensons que toutes les religions et croyances doivent être promues et protégées de la même manière. Nous pensons également

qu'un(e) envoyé(e) spécial(e) sur l'islamophobie fait double emploi avec les mécanismes existants dans un système des Nations Unies déjà surchargé. Nous avons préféré soutenir un coordinateur sur l'islamophobie en complément d'un coordinateur sur l'antisémitisme. Toutefois, nous nous sommes abstenus dans le vote sur l'amendement contenu dans le document A/78/L.52 afin de montrer aux États membres de l'OCI et aux musulmans du monde entier, y compris en Australie, que nous sommes à l'écoute de leurs préoccupations.

L'Australie adopte une approche de principe concernant toutes les intolérances religieuses. Nous sommes résolus à protéger et à promouvoir le droit à la liberté de religion ou de conviction et à la liberté d'expression, y compris la liberté de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées. En votant pour cette importante résolution, l'Australie souligne que personne ne doit être victime de discrimination, de haine ou de violence en raison de ses convictions religieuses ou de ce qui est perçu comme tel.

En ce mois sacré de ramadan, nous sommes solidaires de nos partenaires de l'OCI, des musulmans vivant dans notre propre pays et de toutes les personnes souhaitant vivre leur vie conformément à leur identité religieuse ou à leurs croyances.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : La haine fondée sur la religion ou la conviction, y compris la haine antimusulmans, l'antisémitisme et la persécution des chrétiens, est déplorable. Nous condamnons l'incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, où qu'elle se produise.

Le Royaume-Uni est une fière démocratie multiethnique et multiconfessionnelle. Toutefois, nous reconnaissons les défis auxquels nous sommes confrontés, et nous nous efforçons de régler ces problèmes. Nous finançons une organisation nationale d'aide aux victimes de la haine envers les musulmans, ainsi que des programmes de protection des mosquées et des projets visant à assurer la sécurité de la communauté juive.

Défendre la liberté de religion ou de croyance pour tous et lutter contre l'intolérance à l'égard de tous est une priorité pour le Royaume-Uni. C'est donc avec regret que le Royaume-Uni n'a pas pu soutenir certains éléments de la résolution 78/264, raison pour laquelle il s'est abstenu.

Au Royaume-Uni, nous avons une fière tradition de liberté religieuse et de liberté de critiquer les idées et les enseignements des religions. Le paragraphe 2 de la résolution impose des limites à la liberté d'expression qui vont

au-delà des paramètres du droit international. Nous rejoignons celles et ceux qui condamnent l'autodafé de livres saints et toutes les expressions d'intolérance religieuse et qui rappellent que de tels actes peuvent être commis pour inciter à la haine religieuse. En revanche, de tels actes n'incitent selon nous pas toujours à la haine, contrairement à ce que d'aucuns laissent entendre avec force.

Nous pensons que la liberté d'expression est importante. Nous devons veiller à éviter tout détournement des lois sur le blasphème. Les citoyens doivent être libres de pratiquer leur religion, ne pas être persécutés pour la pratique de leur religion, mais aussi être libres de critiquer la religion s'ils le souhaitent.

Si nous constatons une montée inacceptable de la haine envers les musulmans, de nombreuses personnes d'autres croyances ou religions sont également victimes de discrimination dans le monde. Nous trouvons dès lors préoccupant que la résolution se concentre sur un seul groupe religieux. Le paragraphe 3 donne mandat à un mécanisme des Nations Unies chargé de lutter contre les problèmes rencontrés par une communauté religieuse particulière, alors que les autres religions ou croyances ne disposent pas de mécanismes équivalents.

Nous remercions le Pakistan et l'Organisation de la coopération islamique d'avoir fait preuve d'ouverture, mais nous sommes déçus que les efforts faits par un certain nombre de pays pour trouver un libellé plus inclusif et plus respectueux des droits humains n'aient pas été davantage pris en compte.

La position du Royaume-Uni ne doit pas être interprétée comme tolérant la haine envers les musulmans ou comme un recul de sa solidarité avec ceux qui la subissent, bien au contraire. Elle se fonde sur sa volonté affirmée de faire respecter les principes du droit international et de traiter de manière égale les adeptes de toutes les religions ou croyances.

Nous espérons, qu'à l'avenir, nous œuvrerons de concert pour protéger toutes les personnes contre la haine et l'intolérance religieuses, tout en défendant la liberté de religion, de croyance et d'expression.

M. Al Rubkhi (Oman) (*parle en arabe*) : Mon pays, le Sultanat d'Oman, se félicite de l'adoption de la résolution 78/264. Nous soulignons que le respect d'autrui est l'un des nobles objectifs et buts qui sous-tendent l'ONU. La lutte contre l'extrémisme, l'intolérance et la haine est un impératif international collectif. Nous appelons donc tous les États à amener les personnes qui font la promotion de l'intolérance et de la haine à en répondre, car le

respect est nécessaire et indispensable, de même que la coexistence est nécessaire à la compréhension mutuelle et à la coopération.

En référence aux rapports du Secrétaire général alertant contre la montée de l'islamophobie, de la haine envers les musulmans et de la xénophobie dans le monde, nous appelons la communauté internationale à combattre ce phénomène au moyen d'une législation qui érige en crime les actes qui nuisent à la vie de nombreuses personnes.

Le monde d'aujourd'hui a désespérément besoin de jeter des ponts de compréhension, de coopération et de dialogue. La profanation des lieux saints et des symboles religieux des peuples ne peut pas relever de la liberté d'expression ou d'opinion. Au contraire, il s'agit d'une forme de haine, qui est rejetée par les États et les peuples.

Pour terminer, nous saluons les efforts que déploient le Secrétaire général et le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de leurs fonctions pour lutter contre les discours de haine et d'incitation à la violence, en particulier ceux qui sont dirigés contre l'Islam.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre des explications de vote après le vote.

Nous avons l'honneur d'accueillir parmi nous le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres. Je lui donne maintenant la parole pour qu'il s'adresse à l'Assemblée sur ce sujet.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons aujourd'hui durant ce mois sacré de ramadan que les musulmanes et les musulmans du monde entier observent en ce moment.

Le ramadan est un temps de réflexion et de solidarité. C'est un moment où l'on s'entraide pour progresser et s'élever. Mais pour de nombreux musulmans de par le monde, cette période est également synonyme d'angoisse et de peur.

Dans l'esprit du ramadan, j'ai appelé à faire taire les armes à Gaza et au Soudan. Aujourd'hui, à l'occasion de cet important événement, j'appelle tous les responsables politiques, religieux et communautaires – chacun, chacune, partout – à se joindre à notre appel. Il est temps que la paix soit une réalité.

Pour près de 2 milliards de musulmans à travers le monde, l'islam est un pilier de la foi qui unit les gens

aux quatre coins de la planète. N'oublions pas qu'il s'agit également d'un pilier de notre histoire commune.

Pendant des siècles, les musulmans ont été une source essentielle de culture, de philosophie, d'érudition et de science, qu'il s'agisse de l'influence considérable d'Avicenne, grand médecin et philosophe dont les interprétations de Platon et d'Aristote ont contribué à façonner le développement de la philosophie de l'Europe occidentale ; du mathématicien et astronome musulman Al-Khwarizmi, à l'origine des chiffres hindous-arabes et père de l'algèbre ; du père du rationalisme, Averroès, dont les commentaires novateurs ont jeté un pont entre la pensée islamique et la pensée occidentale ; ou des innombrables contributions des musulmans dans tous les domaines, de la science, de la technologie et de la médecine à la littérature, à l'art, à la musique et à l'architecture.

L'événement d'aujourd'hui met en lumière un fléau vicieux, qui représente un déni et une ignorance totale de l'islam et des musulmans et de leurs contributions indéniables : le fléau de l'islamophobie. Partout dans le monde, nous assistons à une montée de la haine et du sectarisme antimusulmans. L'islamophobie peut revêtir plusieurs formes : la discrimination structurelle et systémique, l'exclusion socioéconomique, des politiques d'immigration déséquilibrées, une surveillance et un fichage injustifiés, des restrictions d'accès à la citoyenneté, à l'éducation, à l'emploi et à la justice. Tous ces obstacles et d'autres barrières institutionnelles violent notre engagement commun en faveur des droits humains et de la dignité. Ils perpétuent également un cercle vicieux d'exclusion, de pauvreté et de déni de droits qui se répercute d'une génération à l'autre.

Dans le même temps, les discours clivants et les idées fausses propagent des stéréotypes, stigmatisent des communautés et créent un climat d'incompréhension et de suspicion. Cela peut conduire à une augmentation du harcèlement et même de la violence pure contre les musulmans, dont des organisations de la société civile se font l'écho, de plus en plus souvent, dans des pays du monde entier. Certains exploitent honteusement la haine antimusulmans et les politiques d'exclusion à des fins politiques. Nous devons dire ce qui est. C'est de haine qu'il s'agit. Ni plus ni moins.

Et ceux qui se spécialisent dans les discours haineux se servent, à mauvais escient, du porte-voix le plus puissant de l'histoire – les réseaux sociaux – pour amplifier et diffuser leurs idéologies méprisables. Les plateformes en ligne sont devenues le terrain de prédilection des

idéologies extrémistes et du harcèlement. Tout cela ne fait qu'aggraver les divisions, et qu'alimenter la violence dans la vie réelle.

Malheureusement, cette tendance alarmante s'inscrit dans un contexte plus large d'idéologies suprémacistes et d'attaques contre les Juifs, les communautés chrétiennes minoritaires et bien d'autres. La haine des uns et la haine des autres s'entre-alimentent. La haine normalise la haine. La haine détruit le tissu de nos sociétés. Et la haine ronge l'égalité, l'entente mutuelle et le respect des droits humains dont dépendent la paix future – la paix du monde.

Nous ne pouvons rester les bras ballants face à ce déchaînement de haine et de sectarisme. L'événement qui nous réunit aujourd'hui nous rappelle tous à notre responsabilité : celle d'affronter et d'éradiquer le fléau du sectarisme antimusulmans. Les dirigeants politiques doivent montrer la voie et cultiver la cohésion sociale, et non la peur. Les gouvernements doivent condamner les discours incendiaires et préserver la liberté de religion, en particulier pour les minorités. Et je suis reconnaissant aux chefs religieux qui travaillent ensemble pour promouvoir le dialogue interconfessionnel.

Les plateformes numériques doivent modérer les contenus haineux et empêcher qu'ils ne se répandent, tout en protégeant leurs utilisateurs du harcèlement. L'intelligence artificielle doit réduire les préjugés et les stéréotypes, et non les amplifier et les reproduire. Et nous devons tous aider à faire tomber les murs de l'intolérance et de la division, dans les villes comme dans les villages, dans les écoles, dans la rue et en ligne, partout et en tout lieu. Engageons-nous tous à dénoncer le sectarisme antimusulmans, où que nous le voyions, où que nous l'entendions.

(l'orateur poursuit en français)

Les musulmans viennent de tous pays, toutes cultures, tous milieux. Ils représentent la merveilleuse diversité de la famille humaine.

En cette Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, renouvelons notre engagement à défendre les principes d'égalité, de dignité, de droits humains et de respect. Ces principes sont au fondement de notre humanité commune, et de la Charte des Nations Unies.

Cultivons l'empathie et investissons dans la cohésion sociale en faisant de la diversité une force, et non pas une source de division. Enfin, soyons solidaires des

musulmans du monde entier, en ce mois sacré du ramadan, et tous les jours.

Ensemble, nous pouvons bâtir des sociétés pacifiques, justes et inclusives où tous et toutes, quelle que soit leur confession, puissent vivre en paix et en harmonie.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 14 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 10.